Les usagers du port de St-Elme veulent (enfin) du concret

AMÉNAGEMENT Les membres de la société nautique attendent de pied ferme la réalisation de travaux, afin de libérer le port de l'emprise des posidonies

L'assitude ou nostalgie? Les deux mon capitaine! Hier matin, lors l'assemblée générale annuelle de la société nautique de Saint-Elme, son président Pascal Venel s'est laissé aller à l'évocation d'un passé radieux... et lointain.

« *Il y a quarante ans, avant la création de la société, nous étions des pescadous. Et puis, le mode de gestion du port a changé et nous sommes devenus des plaisanciers. C'était la fin de la douceur de vivre...* »

Un constat manifestement partagé dans l'assistance.

Chaque année, des tonnes de posidonies viennent s'entasser à Saint-Elme. Sur le rivage, mais surtout au fond de la mer, elles empêchent les usagers d'entrer et sortir du port. (Photo C. G.)

À quand le bout du chenal?

« *Avant, nous étions peut-être des nantis, mais maintenant nous sommes des vaches à lait* », a encore lancé, avec énergie, le président Venel qui a calculé qu'en quarante ans, le tarif pour amarrer son bateau a été multiplié par 50, contre 6,3 pour le coût de la construction (source Insee). Comparaison ne vaut pas toujours raison... mais tout de même. Sujet majeur qui empoisonne la vie des usagers depuis des années, la présence de posidonies dans le port. Balayées par le vent d'ouest, elles s'accumulent dans la baie de Saint-Elme. Source de nuisances olfactives pour les riverains, et surtout handicap sérieux pour les plaisanciers et les pêcheurs, incapables de sortir leurs embarcations.

Au cours du rapport d'activité, Pascal Venel est revenu sur les réunions du conseil portuaire au cours desquelles différents scenarii ont été évoqués *(voir nos précédentes éditions)*.

« *On s'oriente vers la création d'un chenal qui permettrait l'évacuation des algues. Le coût est estimé à 1,1 million d'euros* ».

« *Nous sommes des vaches à lait* », a martelé le président de la société nautique Pascal Venel.

Reste à voir qui va mettre la main à la poche. Le 14 février, Gilles Vincent, conseiller général, avait indiqué que TPM (Toulon-Provence-Méditerranée) et le conseil général contribueraient à hauteur de 50 % environ. « *Pour le reste, c'est le flou,* a poursuivi Pascal Venel. *La Ville dit qu'elle n'a pas les moyens. Mais ces travaux sont éligibles à des subventions régionales, nationales ou européennes. Il faut chercher l'argent là où il se trouve* », a encore martelé le président, décidément très en verve.

« On veut pêcher »

Une réunion est prévue mi-mai au cours de laquelle un échéancier et la liste des financeurs devrait être dévoilée.

Dans la salle, le scepticisme a laissé la place à la grogne. « *C'est bien d'avoir des dégrèvements, des compensations, mais nous, ce qu'on veut c'est pêcher!* », a lancé un usager, tandis que, de l'autre côté de la salle, on a préconisé des méthodes plus musclées. « *Il faut faire un blocage! Il n'y a que ça pour faire bouger les choses* »

Pascal Venel a tenté d'apaiser les choses. « *Attendons le mois de mai, nous verrons bien* ». Un appel au calme qui a de plus en plus de mal à passer.

CHRISTOPHE GAIGNEBET
cgaignebet@varmatin.com